

ÉDUCATION

Le rassemblement des enseignants contractuels réprimé

Image choquante, celle de ce jeune enseignant, la trentaine environ, trainé par terre par trois policiers, puis recevant sur son corps frêle une avalanche de coups de poing et de matraque. C'est une image d'un Etat policier et de non-droit qu'ont livrée hier les policiers, à quelques mètres seulement du symbole de la République, la présidence en l'occurrence.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Les enseignants contractuels qui tentaient hier, aux environs de 13h00, d'organiser un sit-in devant la présidence de la République ont été réduits à moins que rien.

Traqués dans tout le périmètre du palais El Mouradia, les enseignants ont été humiliés, insultés et malmenés par les policiers, qui ont reçu l'ordre de les évacuer des lieux, en usant de tous les moyens.

C'est vers la rue Tarek-Haddad que les enseignants, pourtant peu nombreux à rejoindre l'appel au rassemblement, ont été refoulés par les forces de l'ordre, afin de ne pas perturber la circulation routière sur l'avenue Pékin. «Bouteflika, on demande l'in-

tégration», «Benbouzid à la porte», «enseignants dans les tombes, responsables dans les palais», crient les enseignants, refusant d'abdiquer à la matraque. En contrepartie, les policiers répliquent par des insultes insolentes et des coups de poing.

«Partez d'ici, dégagez», leur infligent-ils. Une altercation verbale s'en est suivie entre quelques policiers et des enseignants.

Et d'un geste répressif et violent, trois enseignants se font ligoter et sont conduits vers le fourgon de police. La colère devint plus vive chez les enseignants qui demandent la libération de leurs camarades. Des négociations sont entamées avec le commissaire chargé de cette opé-

ration, qui tente, tant bien que mal, de convaincre les enseignants de se disperser dans le calme et de chercher d'autres voies de contestation que les rassemblements. Ce responsable promet de libérer leurs confrères.

Les esprits se sont calmés petit à petit. Les enseignants contractuels expliquaient aux journalistes que les résultats du concours de recrutement qui a eu lieu à l'est du pays ont été truqués. Ils ont riposté également aux propos tenus par le ministre de l'Education nationale qui a fait croire que la plupart des enseignants ne sont pas bacheliers. «Benbouzid est à côté de la plaque. Il ne sait même pas qui nous sommes. Nous sommes des licenciés et des détenteurs de magistères. Alors nous avons le droit à l'intégration», soutiennent-ils. Affaiblis par la grève de la faim, les enseignants contractuels campent sur leurs positions et promettent de continuer leur combat jusqu'à l'ob-

tention de leurs droits. Pour rappel, le ministère de l'Education nationale n'a pas renouvelé les contrats à une grande partie des enseignants contractuels qui sont à l'origine du mouvement de protestation de cette catégorie d'enseignants vacataires.

Un nict catégorique a été affiché par le ministre chargé du secteur qui, à maintes reprises a réaffirmé l'inexistence d'une solution définitive pour ces enseignants, en dehors des lois qui régissent la Fonction publique, à savoir le recours systématique aux concours pour le recrutement. Plus déterminé encore, le ministre déclare n'envisager aucune possibilité pour l'intégration des contractuels à titre de permanents, sachant que cette fonction continuera d'exister dans le secteur de l'enseignement, pour assurer les remplacements, les enseignants permanents sont dispensés de leur fonction pour diverses raisons.

R. M.

BOUIRA

Le Cnapest paralyse les lycées

Comme il fallait s'y attendre, la grève à laquelle avait appelé le Cnapest pour hier a été massive-

ment suivie. D'après le coordinateur de wilaya rencontré devant le siège de la Direction de l'éducation où se sont donné rendez-vous les représentants locaux du Cnapest, la grève a été suivie à plus de 90 % à l'échelle de la wilaya.

Côté établissements, l'on nous informe qu'hormis deux lycées au niveau de Sour-El-Ghozlane, les 32 autres répartis à travers les douze daïras ont tous été paraly-

sés. Par ailleurs, en plus de cette grève, le rassemblement prévu devant le siège de la Direction de l'éducation a été observé par les représentants syndicaux des 34 lycées de la wilaya. Ils étaient en effet des dizaines à se rassembler tôt le matin devant la DE. Vers 11 heures, une déclaration rendue

publique par le bureau de wilaya du Cnapest a été lue devant les présents par le coordinateur Messaoudi Zoubir. Dans cette déclaration, le Cnapest revient sur plusieurs points notamment les épreuves du baccalauréat 2008 où des scandales avaient éclaté et pour lesquels le Cnapest exige l'envoi par le ministère d'une commission d'enquête.

Ensuite, le Cnapest évoque le mouvement des enseignants qui ne se fait pas dans la transparence, loin s'en faut ; le statut particulier et le système des indemnités qui restent flous et qui ne répondent pas aux revendications des enseignants, les œuvres sociales de la wilaya qui ont fait l'objet d'une enquête judiciaire à cause de la mauvaise gestion qui les caractérisaient, les concours organisés dans une cacophonie générale tant sur le plan organisationnel que sur le plan de répartition des postes entre les différents établissements et enfin, le travail syndical et sa représentation

effective au niveau des institutions qui reste un vœu pieux tant les pouvoirs publics continuent à encourager les organisations syndicales inféodées mais sans ancrage.

Par ailleurs et sur le plan pédagogique, le Cnapest parle du manque d'encadrement et de postes budgétaires ; ce qui a induit la surcharge des classes et l'impossibilité tant pour l'élève que pour l'enseignant d'assumer et d'assurer les cours dispensés ; le manque d'encadrement administratif, l'instabilité des staffs administratifs au niveau des établissements et enfin, le manque flagrant du matériel scientifique au niveau de certains lycées et le refus des responsables de dégager des enveloppes budgétaires pour son acquisition.

En somme, le Cnapest et pour lever tout amalgame, appelle les pouvoirs publics et le wali afin d'ouvrir une enquête approfondie au niveau de la DE pour situer les responsabilités.

Y. Y.

ELLE EST CONSIDÉRÉE COMME UN PÔLE D'EXCELLENCE AU MAGHREB

L'Ecole doctorale d'astrophysique reçoit son deuxième contingent d'étudiants

L'Ecole doctorale d'astrophysique souffle cette année sa deuxième bougie en organisant, dès le 20 octobre prochain, un concours d'entrée simultanément à l'université de Constantine et de Batna.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Douze postes sont offerts cette année aux titulaires d'un diplôme universitaire (DES ou licence). Cette seconde année, placée sous le signe de la consolidation, coïncide avec la célébration de l'Année mondiale de l'astronomie. Dans ce contexte, l'Ecole doctorale espère recevoir les meilleurs étudiants de physique qui comptent les univer-

sités algériennes et concrétiser le projet d'observatoire des Aurès. Ce dernier a déjà fait l'objet d'une étude. Deux missions préliminaires de prospection du site ont déjà été effectuées avec l'assistance des experts japonais.

Mise en place l'année dernière, la première école est le fruit d'une synergie entre l'université et le domaine de la recherche scientifique. Elle

est, en effet, basée sur un partenariat liant les deux universités algériennes de Constantine et de Batna avec les deux grands centres nationaux de recherche, à savoir le Craag (Alger) et le Centre des techniques spatiales (CTS), à Arzew. Sa création obéit au désir de mettre en place une formation rigoureuse de haute qualité au profit d'étudiants ayant obtenu un diplôme de physique (DES ou ingéniorat) qui pourront se spécialiser en astrophysique théorique (astroparticules, cosmologie, astrophysique nucléaire, plasmas

astrophysiques, traitement du signal et simulations). Cette formation, de l'avis des spécialistes, «va enrichir les départements de physique et les établissements de recherche avec ces nouvelles spécialités pour préparer de futurs docteurs en astrophysique. Etablissant le bilan de cette première année d'existence, les responsables de ladite école ont estimé que «cette année a été fructueuse et a constitué un jalon important dans la mise sur les rails de l'astronomie universitaire en Algérie».

N. I.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ LES A RÉVÉLÉS HIER Des projets pour Annaba

Lors de sa visite de travail et d'inspection dimanche dernier à Annaba, Saïd Barkat, ministre de la Santé et de la Population, a ramené dans ses bagages un certain nombre de projets et de décisions, censés apporter un plus dans la prise en charge des malades. Réalisation de structures hospitalières de proximité de 60 à 120 lits, dotation des centres hospitalo-universitaires (CHU), des structures hospitalières et des polycliniques en équipements médicaux (scanner, radio, IRM...), spécialisation de certains CHU dans la recherche et la formation médicale, création de pôles d'excellence de la santé dans les wilayas les plus sollicitées par les malades, sont quelques-unes des opérations que le ministre envisage de lancer à travers le pays.

Au titre des décisions, il a annoncé la création à Annaba du premier pôle de la santé en Algérie et du premier CHU de la recherche dans cette même wilaya.

«Annaba est un pôle de compétences médicales de haut niveau. Les équipements dont elles disposent sont vétustes et ne répondent plus aux besoins des populations. Il est grand temps d'y remédier», dira Saïd Barkat à l'issue de la présentation de la fiche technique du secteur de la santé par le directeur de la santé et de la population de la wilaya.

Comme pour dire que son secteur est également partie prenante dans la lutte contre le chômage avec la création de plusieurs milliers de poste de travail, il a appelé au développement de la formation paramédicale.

Tout en faisant part de sa décision de réaliser une deuxième école paramédicale à Annaba, le ministre a souligné qu'«on ne peut pas parler de nouvelles réalisations de structures de santé alors que nous manquons d'effectifs spécialisés dans le corps paramédical. Il est donc indispensable de prendre cet aspect en charge».

«Actuellement, il y a une véritable chasse aux compétences médicales et paramédicales. C'est à qui offrirait le plus d'avantages, dont le logement», dira-t-il en substance. La complémentarité entre les structures publiques et privées du secteur de la santé a été également abordée par le représentant du gouvernement.

«Il est indispensable que les cliniques et les laboratoires d'analyses ne soient pas animés par un esprit mercantiliste. Nous devons faire en sorte qu'il y ait une complémentarité entre le secteur public et privé», a estimé Saïd Barkat lors de sa visite de la clinique El-Farabi. Il s'agit d'une des nombreuses étapes de son programme de travail dans la wilaya d'Annaba.

Le ministre s'est intéressé au centre anticancéreux achevé à 80%, au projet de lancement d'un hôpital de cardiopédiatrie de 80 lits à El-Bouni et de dix polycliniques dans les différentes communes de la wilaya, à la réalisation d'un centre de transfusion sanguine d'une capacité de 50 000 à 100 000 donneurs, la délocalisation des services de l'hôpital Dorban et Ibn-Sina vers un hôpital de 450 lits à réaliser à Boukhadra, un autre hôpital de 120 lits à Berrahal après l'achèvement, récemment, de celui d'El-Hadjar entièrement équipé.

Le ministre s'est également rendu au service des urgences du CHU Ibn-Rochd, saturé depuis des années par les évacuations de malades, des dizaines par jour en provenance outre d'Annaba, de Guelma, El-Tarf, Souk-Ahras, Tébessa, Skikda et autres régions de l'est du pays.

Il a instruit le DG du CHU d'Annaba à l'effet de tout mettre en œuvre pour améliorer l'accueil et les soins des malades au service des urgences du CHU. «Vous avez les moyens financiers pour cela. N'hésitez pas», devait-il insister. Le ministre a, par ailleurs, estimé incontournable la réalisation d'un centre des urgences à Annaba.

A. Djabali